

ENQUETE PUBLIQUE

Société VAL de l'ARC

ZAC EUROFLORYPARC Commune de BERRE L'ETANG MODIFICATIONS SUBSTANTIELLES DES INSTALLATIONS DE STOCKAGE, DE NOUVEAUX SILOS ET REORGANISATION DU STOCKAGE EXTERIEUR

DÉCISION N° E19000033/13 DU PRÉSIDENT DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE MARSEILLE DU 22 FEVRIER 2019

ARRÊTÉ DU PRÉFET DE LA RÉGION PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR
PRÉFET DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ SUD PRÉFET DES BOUCHES DU RHÔNE DU 19 MARS 2019



Commissaire Enquêteur Jean-Claude CICCARIELLO

Conclusions Motivées au Titre du Permis de Construire

JC CICCARIELLO

Table des matières

Préambule.....	3
1. Le site, installations présentes et envisagées	4
2. Situation Urbanistique	6
2.1 Critères Zone UEb	6
2.2 Les sous-secteurs de la zone UE.....	6
2.3 Pièces du permis de construire.....	6
3. Demande d'autorisation	17
4. Modalités de l'enquête	18
5. Conclusions motivées.....	19
5.1 Conformité de la procédure	19
a) Sur la forme de la procédure.....	19
b) Sur le fond et les observations	19
5.2 Composition du dossier d'enquête.....	22
6. Observations et remarques du Public sur le permis de construire	26
6.1 Présentation des Questions et observations Commune de BERRE l'ETANG.....	26
6.2 Présentation des Questions et observations Commune de la Fare les Oliviers.....	26
6.3 Présentation des Questions et observations Commune de VELAUX	26
6.4 Présentation des Questions et observations Commune de Rognac	26
En conclusion,.....	27

Préambule

Dans le cadre de l'autorisation unique ces conclusions viennent compléter celles spécifiques au titre des Installations Classées pour l'environnement ICPE, dont certaines parties ont été reprises. Ce document se veut autoportant.

La société VAL DE L'ARC, filiale du groupe KATOEN NATIE souhaite agrandir sa plateforme logistique et de stockage de produits divers situé à BERRE-L'ETANG, plus précisément sur la ZAC d'EURO FLORY PARC.

La présente demande porte sur la construction d'un entrepôt de stockage de 2 cellules avec un bloc bureaux/locaux sociaux, d'un local sprinkler et sa réserve associée, d'un local chaufferie, d'un local de stockage de matériels de maintenance, de 63 silos verticaux, de 2 bassins de récupération des eaux pluviales, ainsi que la modification de certaines installations existantes.

La vocation de la société VAL de L'ARC est uniquement liée à la logistique.

Réception, au stockage en silos :

- De matières plastiques sous forme de granulés,
- De PVC en état pulvérulent,
- De matière minérales sous forme de granulés ou en état pulvérulent.

A l'ensachage d'une partie des produits et leurs palettisations en sacs ou dans des grands récipients pour vrac « GRV » et stockage à l'extérieur et dans les futures cellules.

Le site pourra de façon ponctuelle réceptionner des produits conditionnés sous formes d'aérosols, des colles et vernis, fongicides etc..

La manutention des produits palettisés s'effectue à l'aide de chariots automoteur alimentés au GPL et électrique alimentés par des batteries lithium.

Les installations projetées relèvent du régime de l'autorisation prévue à l'article L. 512-1 du code de l'environnement.

1. Le site, installations présentes et envisagées

- De 57 silos verticaux de 500 m³ de capacité unitaire (**installations existantes**),
- D'un entrepôt de stockage d'environ 18 000 m² composé de 2 cellules et d'un bloc bureaux/locaux sociaux de 244 m² (**nouvelle installation**) ;
- D'une zone de stockage extérieure d'environ 3 900 m² (**installation existante modifiée**) ;
- De 63 silos verticaux de 500 m³ de capacité unitaire (**nouvelles installations**),
- D'un local sprinkler de 111 m² et de sa réserve d'eau (**nouvelles installations**),
- D'un bassin étanche et d'un bassin végétalisé pour la récupération des eaux pluviales (**nouvelles installations**),
- D'un local chaufferie de 111 m² (**nouvelles installations**) ;
- D'un local de stockage de matériels de maintenance (pièces détachées pour les Chariots et consommables),
- D'une citerne de GPL et de son poste de distribution associé (**installations existantes modifiées**).

Le schéma donne une vue précise des installations du site avant et après le projet d'extension.

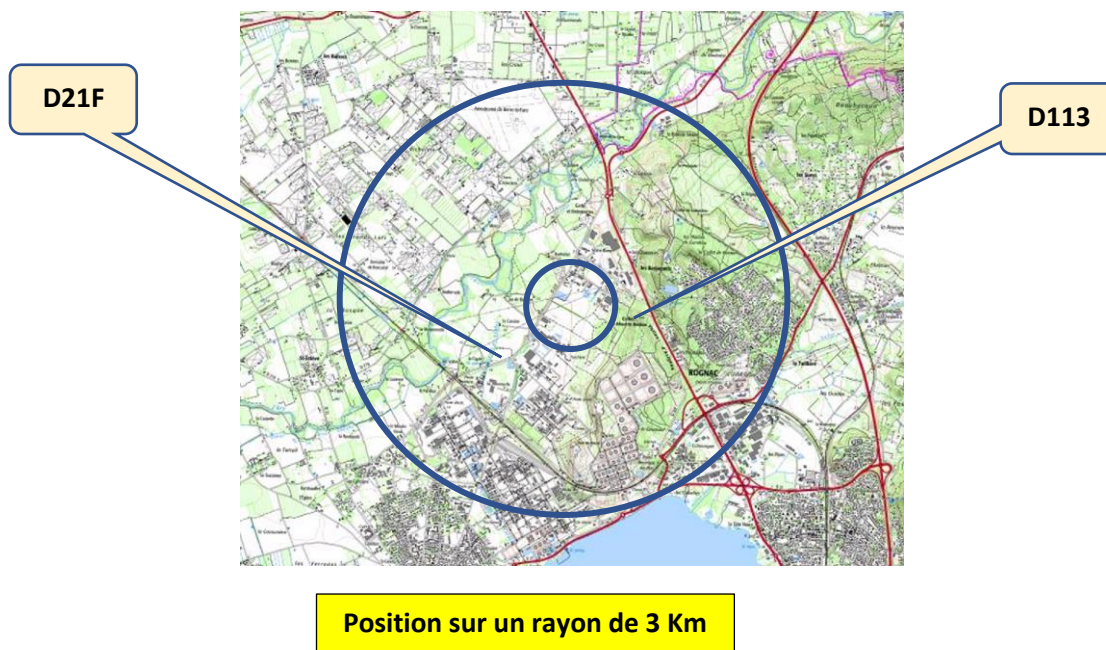
AVANT	APRES
<ul style="list-style-type: none"> • 57 Silos de 500m³ de capacité unitaire • Une aire de stockage Extérieure de 5760m² <ul style="list-style-type: none"> - 2 ilots de 12x60 m - 3 ilots de 24x60m - 4 allées de circulations de 5m de largeur et 60m de long • Une citerne de stockage de GPL • Station de distribution de GPL • Un bâtiment modulaire pour bureaux • Un bâtiment modulaire pour vestiaires et réfectoire • Trois conteneurs pour l'entreposage de petit matériel 	<ul style="list-style-type: none"> • 57 Silos de 500m³ de capacité unitaire • Une aire de stockage Extérieure de 3900m² <ul style="list-style-type: none"> - 2 ilots de 11,50mx34,50 m - 3 ilots de 23mx 34,50m - 4 allées de circulations de 5m de largeur sur 34,50m de long • Une citerne de stockage de GPL mais déplacée au nord • Station de distribution de GPL mais déplacée au nord • Un entrepôt couvert de 18000m² composé de 2 cellules • Un bloc bureaux de 244m² Rdc+1 • 63 silos de 500m³ de capacité unitaire • Un local sprinklers et sa réserve d'eau • Un local chaufferie • Un local dédié au stockage du matériel • Un bassin de récupération des eaux pluviales • Un bassin étanche de récupérations des eaux de lessivage des voiries

Le tableau récapitulatif des équipements

Type	Nombre	Équipements	Surface m ²	Volume m ³	Capacité totale T
Silos	57	Existant		500	17100
Silos	63	Futur		500	18900
Extérieur		Existant	5670	20700	
Extérieur		Futur	3900	14283	
Cellules (1)		Futur		18000	27360
Cellule (2)		Futur			30750
				53983	77100

Tableau 1

Le site VAL de L'ARC est situé dans la zone d'activité d'EUROFLORY PARC sur la commune de BERRE L'ETANG, au nord de la ville de Berre l'étang, proche de D113 et de la D21F qui desservent directement la zone d'activité.



La superficie totale d'implantation des installations est d'environ 6 hectares. Les installations de la société VAL DE L'ARC sont implantées sur les parcelles cadastrales n° 356, 357, 360, 365, 377, 379 et 462 de la section UEb.



2. Situation Urbanistique

Le site VAL de l'ARC est localisé sur la ZAC Eurofleury Parc. La zone urbaine correspond au secteur UEb. La zone UE correspond à des terrains spécialisés dans l'accueil de constructions et installations à usage d'activités économiques. Le projet est compatible avec la Directive Territoriale d'Aménagement « DTA », Inscrit dans le code de l'urbanisme article L111-1, L121.1, L121-10.

2.1 Critères Zone UEb

- L'emprise au sol est fixée à 48% :
- L'accès au site est direct depuis la route départementale D21f, puis par l'allée HENRI MOISSAN artère de la ZAC (voir plan 1).
- La hauteur des constructions est limitée en zone UEd à 15 mètres. Pour les installations industrielles tels que les silos la hauteur ne doit pas excéder 45 mètres.
- Les espaces verts sont fixés à 20% minimum de la parcelle ou de l'unité foncière
- Le réseau de collecte ne prend pas en compte des débits de fuite de la ZAC Eurofleury.

La commune de Berre l'étang dispose d'un Plan de Prévention du Risque Inondation, le site VAL de l'ARC n'est pas situé en zone inondable.

Le PPRT du port n'impacte pas le site VAL de l'ARC

Le PPRT de la zone pétrochimique de Berre est en cour d'approbation. Le site VAL de l'ARC est situé en zone faible.

Au regard du dossier et du permis de construire, VAL de l'ARC répond à l'ensemble des critères énoncés.

2.2 Les sous-secteurs de la zone UE

- La zone UEa est dédiée à l'accueil des activités et services nécessaires au fonctionnement de l'industrie pétrochimique,
- La zone UEb correspond au parc d'activités EuroFlory qui accueille des activités de services ainsi que des locaux artisanaux,
- La zone UEc est dédiée à l'accueil d'activités industrielles. Elle correspond à l'emprise de l'usine pétrochimique,
- La zone UEp est dédiée à l'accueil des ouvrages, bâtiments ou équipements nécessaires à l'activité industrialo-portuaire,
- La zone UEn correspondant au secteur de l'aérodrome.

2.3 Pièces du permis de construire

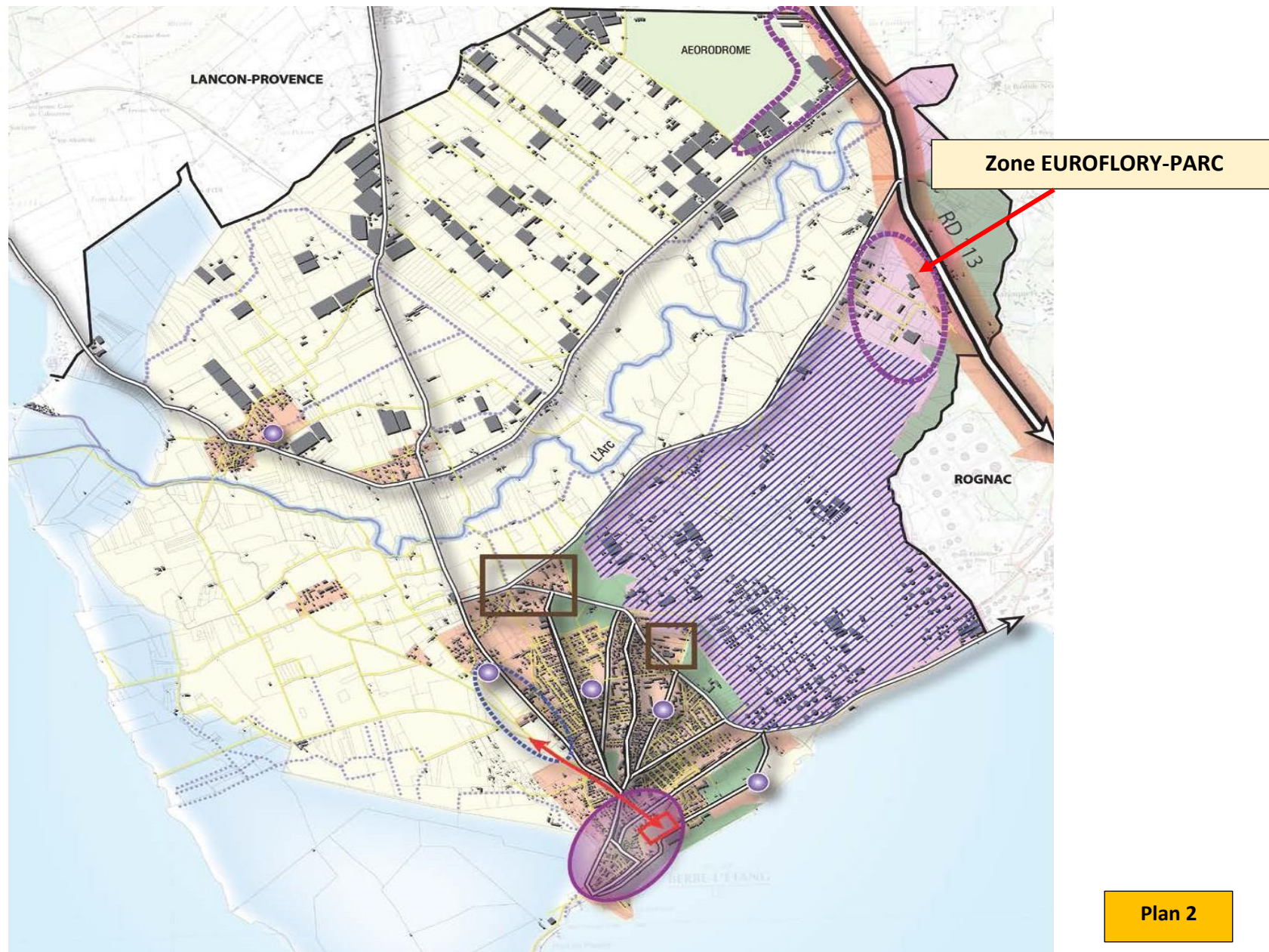
Le permis de construire a été délivré le 19-02-2018 à la SARL VAL DE L'ARC dans le respect du code de l'urbanisme notamment ses articles L.421-1 et suivants, ainsi que les articles L.181-1 et suivant du code de l'environnement relatifs aux installations classées soumises à autorisation « ICPE ».

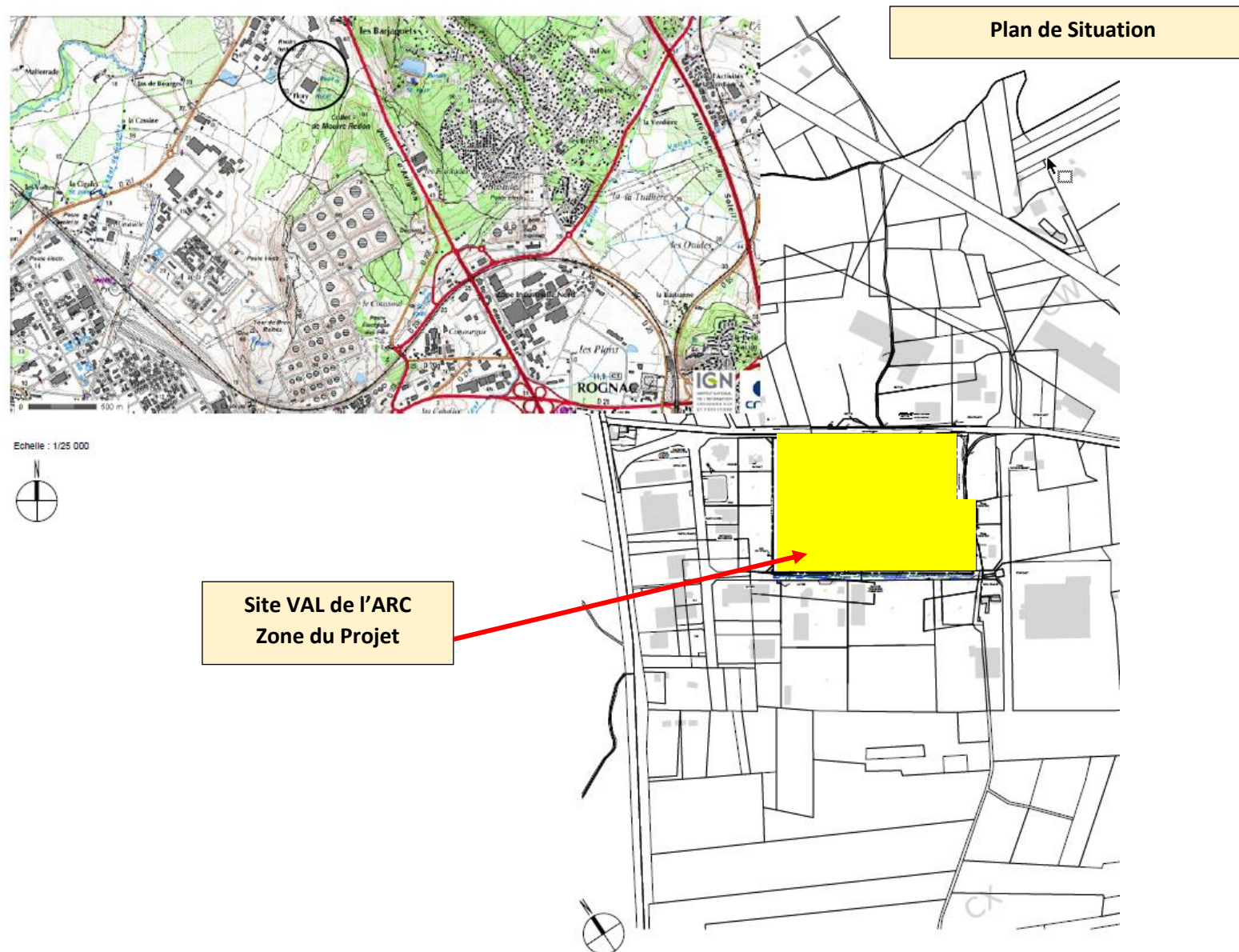
Toutefois l'analyse des pièces montre une erreur au niveau de la surface des entrepôts « cellules » se traduisant par une différence de surface de 157m².

Cette erreur ne remet pas pour autant en cause la validité du permis, mais demande une rectification par le service urbanisme de la mairie de Berre l'Etang.

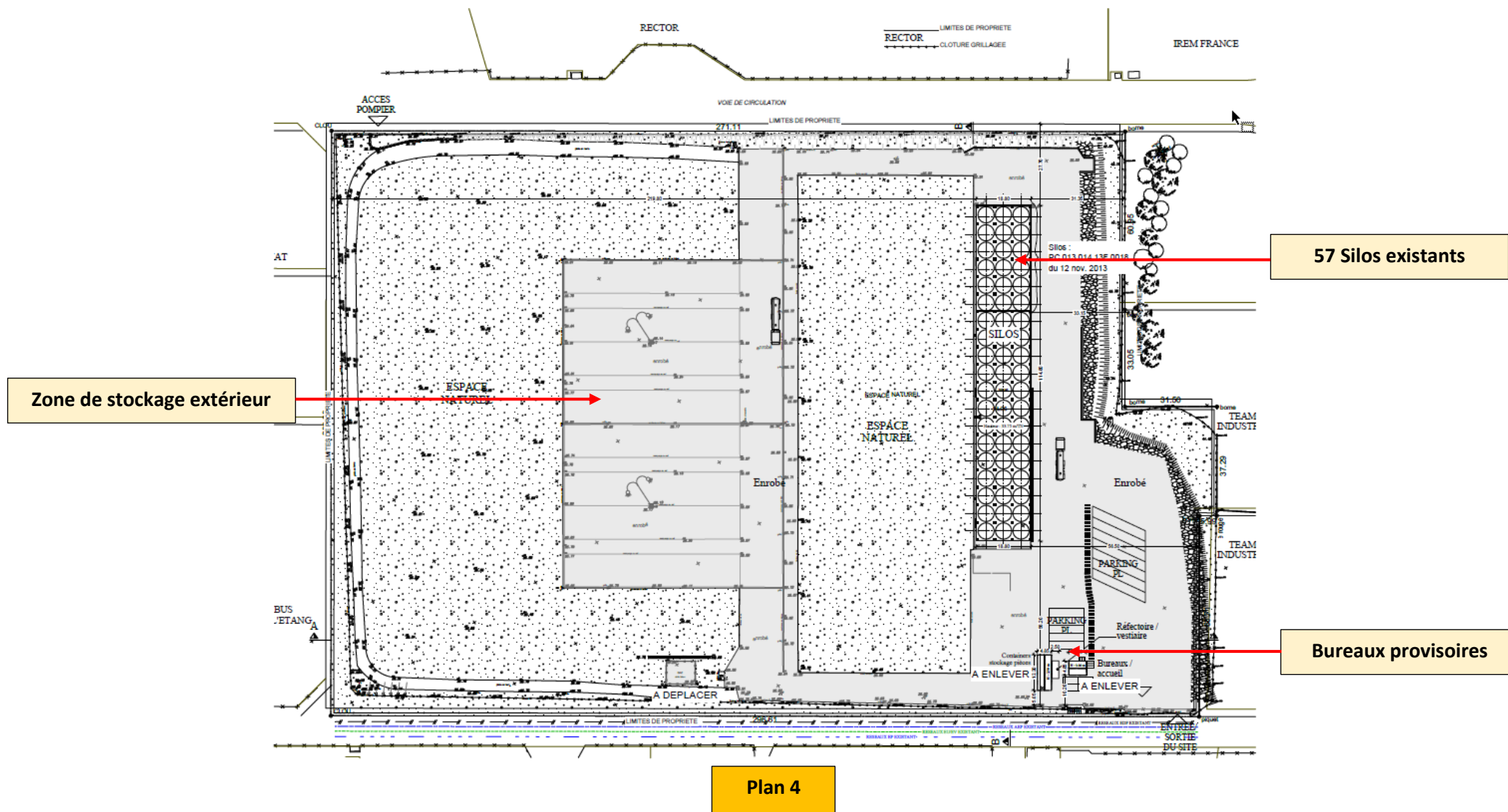
Tableau 2

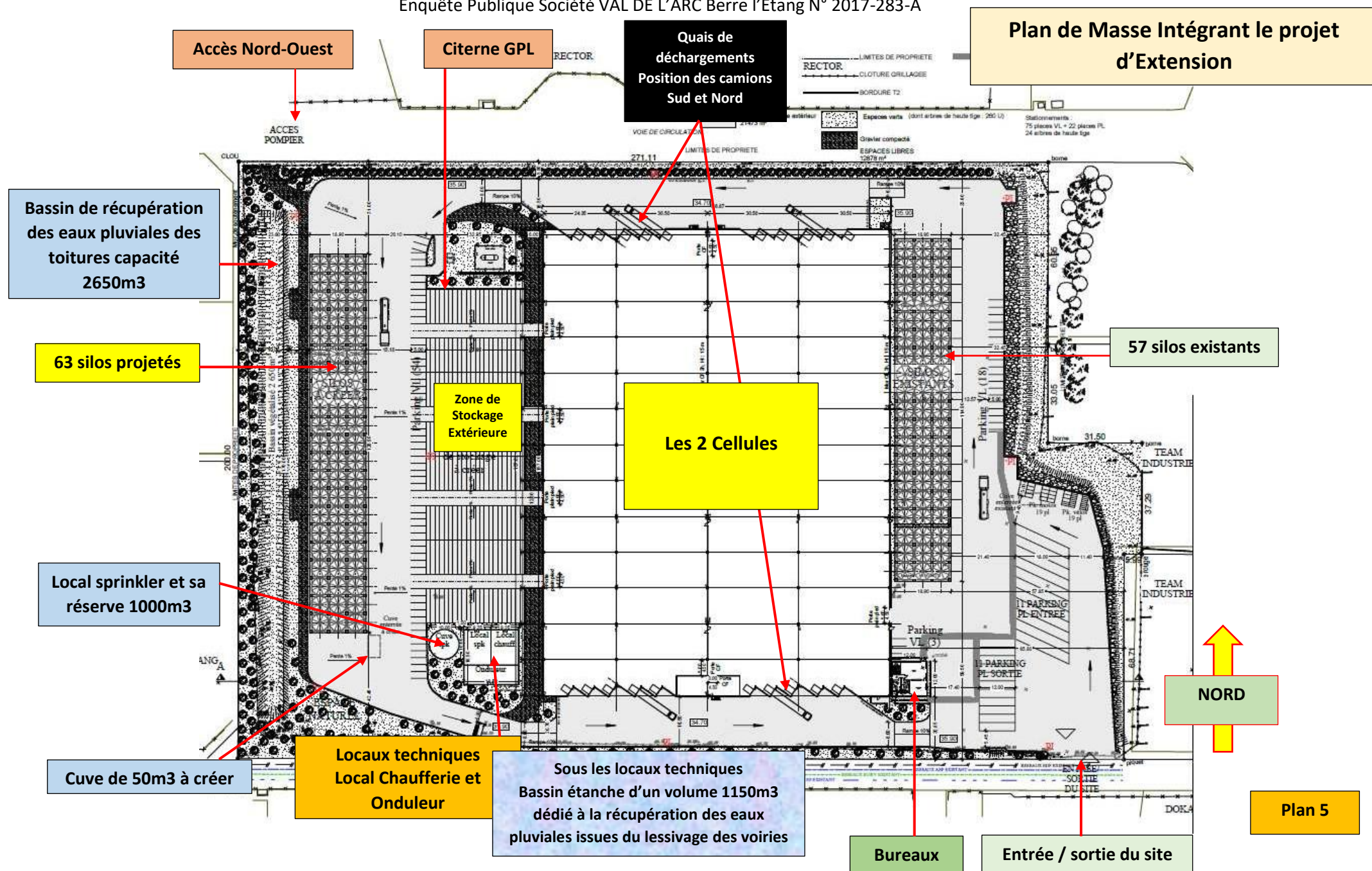
État de l'ensemble des pièces relative au dépôt du permis de construire VAL de l'ARC				
Documents	Objet	Références	Date	Avis et commentaires commissaire Enquêteur
CERFA	Demande de permis de construire	13409*06	25-09-2017	La surface des locaux Bureau est de 246m ² La surface des entrepôts est de 18416m ² Surface Supprimée 27,83+59,17= 87m ² La surface entrepôt ne correspond au permis délivré Différence : 18416-18259=157m ²
				Mettre en conformité
Récépissé PC	Dépôt	PC 013 014 17F0030	27-09-2017	Conforme
Courrier Service Urbanisme	Accusé de réception du dossier Demandes complémentaires pour instruction du PC	MM/ND/SG/17/1720	19-10-2017	Conforme
Courrier Service Urbanisme	Accusé de réception demandes complémentaires	MM/ND/SG/17/2089	12-12-2017	Conforme
Notice descriptive VAL de l'ARC	Informations complémentaires	PC 013 014 17F0030	Réception Mairie 19-02-2018	Conforme
Notice descriptive VAL de l'ARC	Informations complémentaires	PC 013 014 17F0030	22-11-2017	Conforme
Permis de construire	Accord du permis Destination Bureaux : 27,83m ² Destination Industrielle : 59,17m ² Surface planché autorisé : 18259 m ² Destination Entrepôt	PC 013014 17F0030	19-02-2018	La surface Entrepôt 18259m ² La surface entrepôt ne correspond au permis délivré Différence : 18416-18259=157m ²
				Modifier la valeur

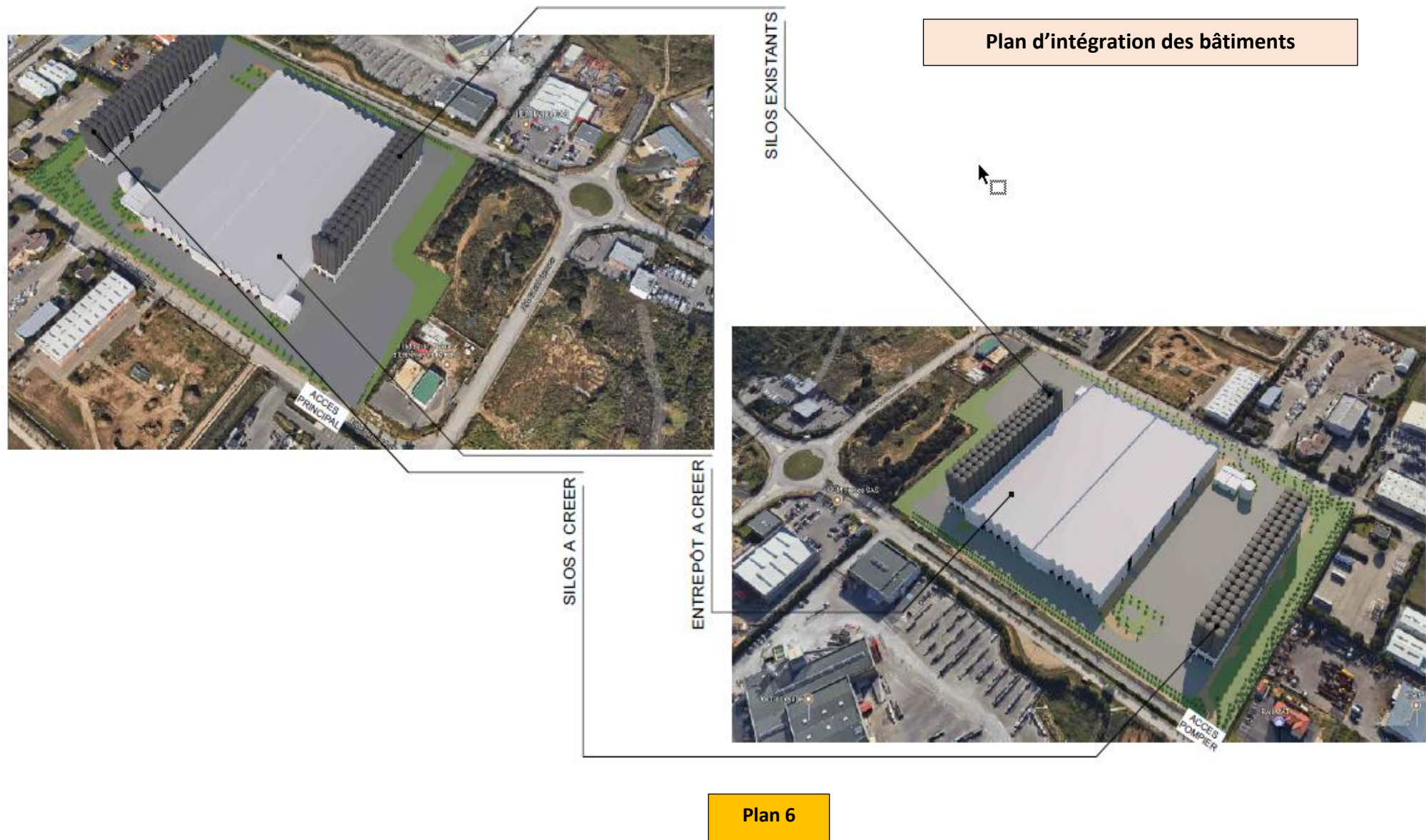




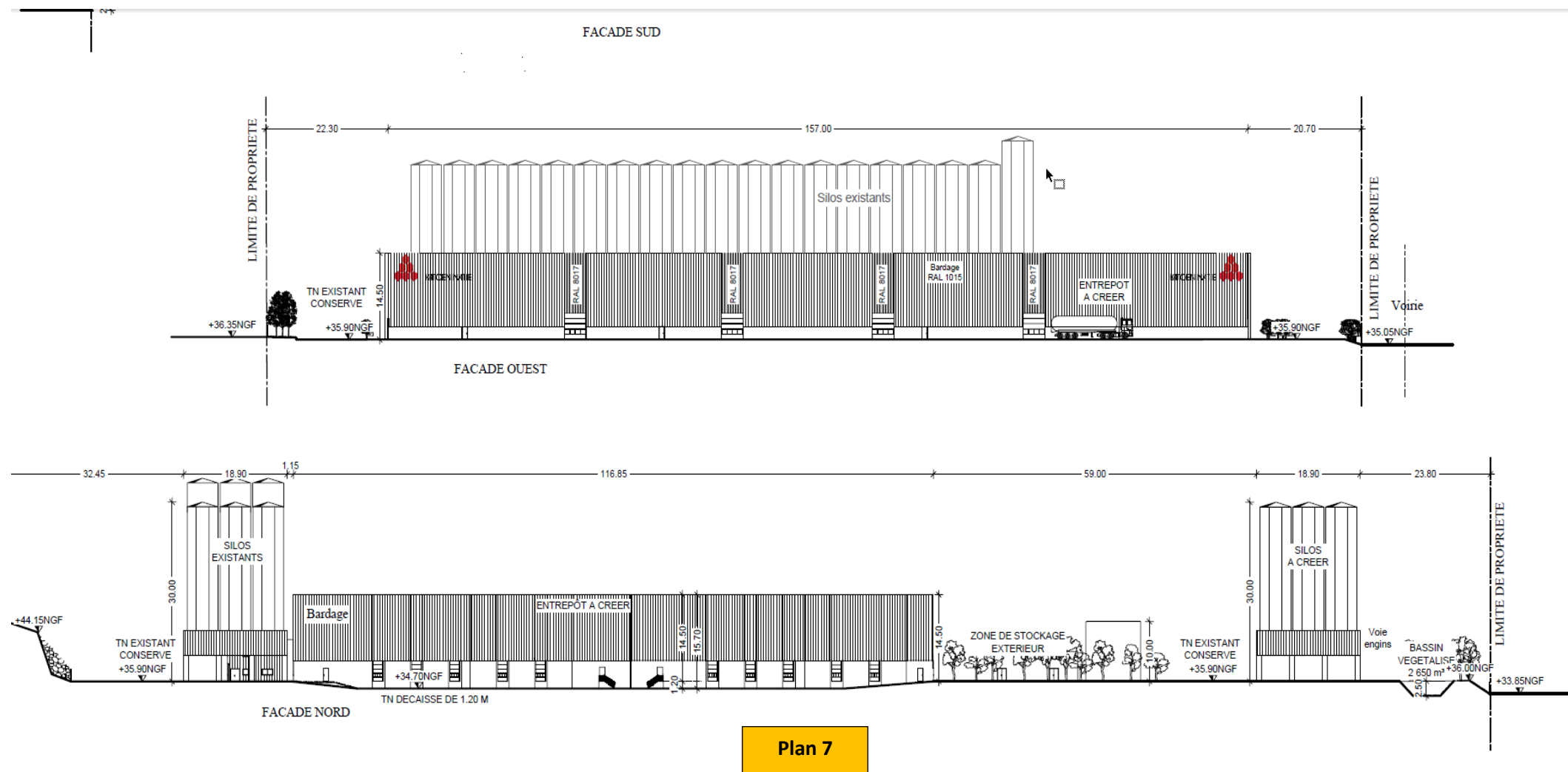
Plan de Masse actuel





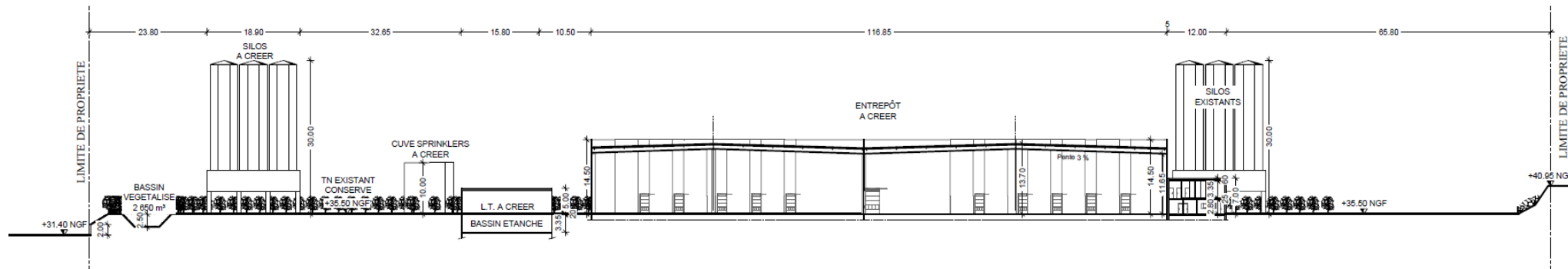


Plan façade Silos et Cellules



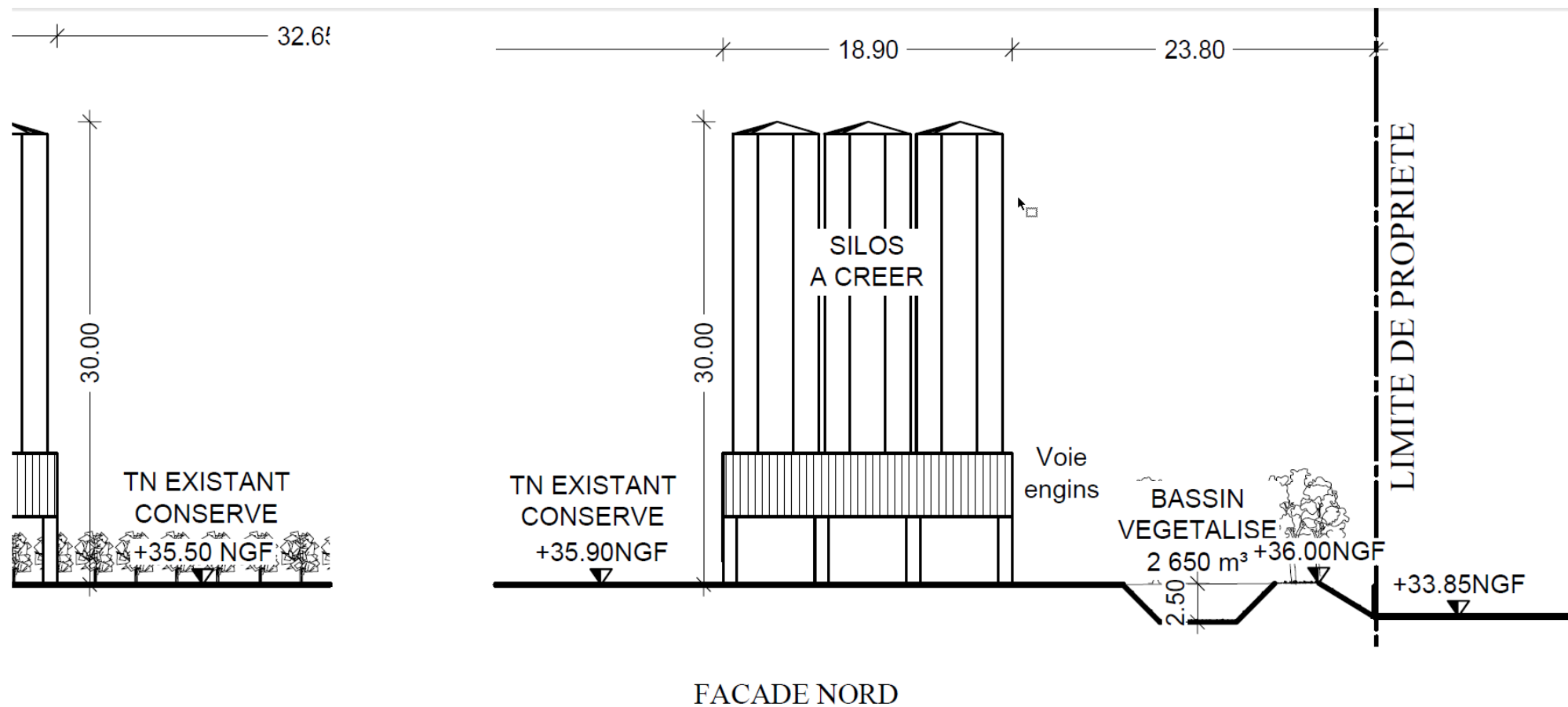
Plan de coupe Silos et Cellules

Hauteur Réglementaire en mètre		Hauteur Projet en mètre	
Bâtiments	15	Bâtiments	14,50
Silos	45	Silos	30
Bureau		Bureau	7

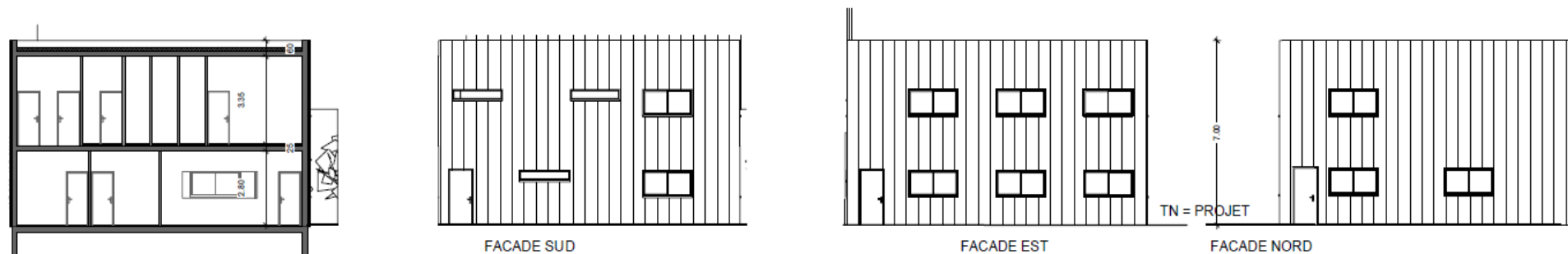


Plan 8

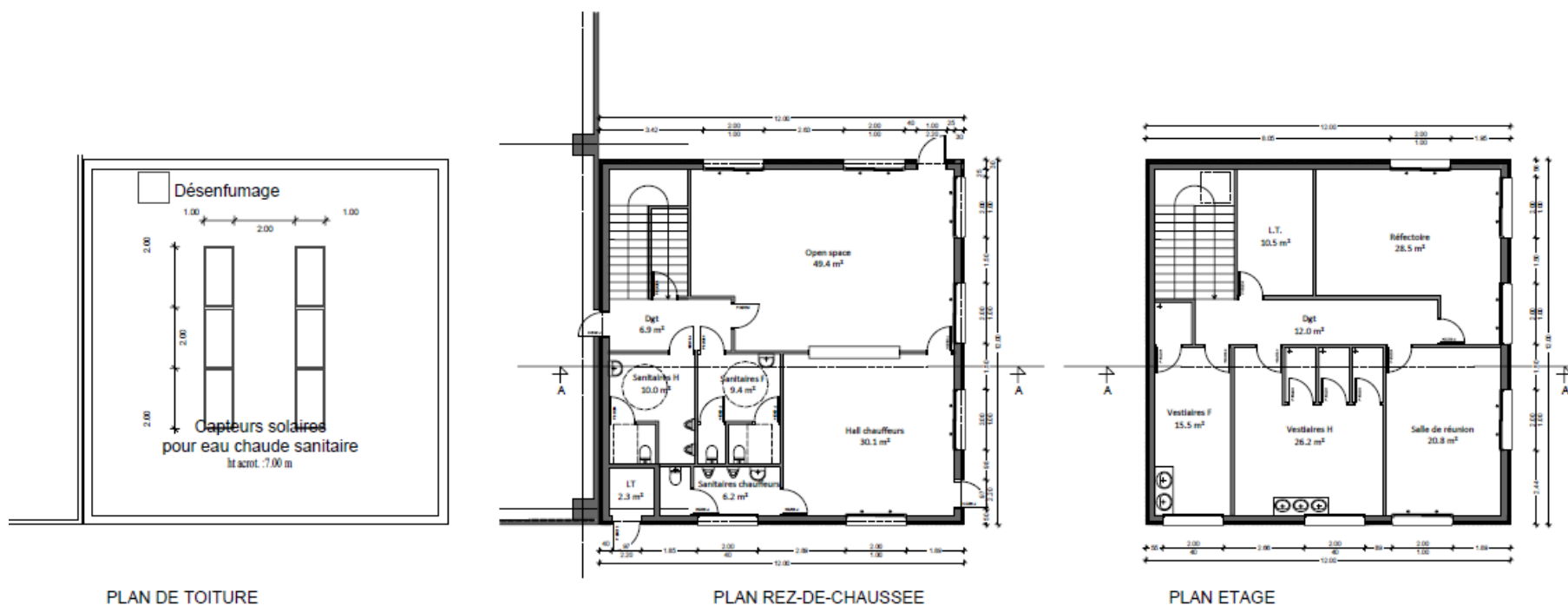
Plan façade Silos



Plan 9



Plan et plans de façades Bureaux



Plan 10

3. Demande d'autorisation

La société VAL de L'ARC sollicite l'autorisation d'exploitation d'une installation industrielle classée ICPE, installation Classée pour la Protection de l'Environnement. Toutefois une partie des installations existe déjà, dont la fonction principale est l'entreposage de polymères.

Le site abrite actuellement 57 silos verticaux de 500m³ chacun soit un volume 28500m³, d'un d'entreposage extérieur d'environ 4000m² ainsi que d'une station de distribution GPL dédié au fonctionnement des engins de manutentions.

La société VAL de L'ARC projette la création d'autres installations à savoir un entrepôt couvert constitué de 2 cellules d'une surface 18000m² offrant un volume d'environ 247600m³, la création de 63 silos verticaux de 500m³ chacun quasi-identiques à ceux déjà présents sur le site, le déplacement de l'aire d'entreposage extérieure tout en réduisant la surface de 1800m².

- ◆ Les activités de la société VAL DE L'ARC sont et seront entièrement orientées vers la logistique, à savoir :
 - Réception et stockage « **Polymères** » de matières plastiques sous forme de granulés dans des silos,
 - Réception et stockage « **Polymères** » du PVC en état pulvérulent dans des silos ;
 - Réception et stockage de matières minérales sous forme de granulés ou en état pulvérulent,
 - Ensachage d'une partie de ces produits et palettisation des sacs ou dans des Grands Récipient pour Vrac (GRV), puis stockage des palettes en extérieur ou en entrepôt,
 - Réception et stockage en extérieur ou en entrepôt de palettes de sacs ou de GRV de matières plastiques,
 - Réception et stockage en extérieur ou en entrepôt de palettes de sacs ou de GRV de matières minérales,
 - Réception et stockage en entrepôt de palettes de biens de consommation divers ;
 - Expédition des produits en vrac et/ou conditionnés sur palette.
- ◆ Afin de pouvoir effectuer l'ensemble de ces activités, la société VAL DE L'ARC a mis ou mettra en place une station de distribution de GPL pour ses chariots élévateurs alimentée par une cuve de stockage de GPL, un local de charge dans l'entrepôt pour la recharge des batteries des chariots élévateurs électriques utilisés dans l'entrepôt, et un local chaufferie avec son alimentation en gaz naturel.
- ◆ Le site pourra également accueillir quelques produits conditionnés sous formes d'aérosols, des colles et vernis, des produits pour piscine de type galets de chlore, fongicide, etc, de manière ponctuelle.

Le permis de construire a été accordé à VAL de L'ARC dans le périmètre exprimé.

4. Modalités de l'enquête

Les modalités de l'enquête ont été définies en concertation avec les services de la Préfecture des Bouches-du-Rhône. Elles ont fait l'objet de l'arrêté préfectoral N° 2017-283-A et se résumant ainsi :

- La Durée : du 08 avril 2019 au 10 mai 2019 inclus
- Les Lieux : Berre l'Etang (siège de l'enquête), Rognac, la Fare Les Oliviers et Velaux
- Les Permanences du commissaire enquêteur : Les jours et la durée des permanences ont été convenu avec la préfecture en fonction des horaires d'ouvertures des mairies sont présentées dans le tableau ci-dessous.
- Les publicités dans les journaux
 - La Provence 21 mars 2019 et 09 avril 2019
 - La marseillaise 21 mars 2019 et 09 avril 2019

L'enquête s'est déroulée dans de bonnes conditions, aucun fait notable n'a été remarqué pouvant donner lieu à être signalé.

Durant la période de l'enquête les registres ont été tenus à la disposition du public dans les mairies et suivant le planning défini au tableau 3.

Tableau 3

Enquête publique VAL de l'ARC								
Période du lundi 08 avril 2019 au vendredi 10 mai 2019 inclus								
Horaires des Mairies								
Lieux	Berre l'Etang		La Fare les Oliviers		Velaux		Rognac	
Jours	Matin	Après-midi	Matin	Après-midi	Matin	Après-midi	Matin	Après-midi
Lundi	8h30-12h30	14h00-17h00	Fermé	Fermé	8h00-12h00	14h00-17h00	9h00-12h00	14h00-17h00
Mardi	8h30-12h30	Fermé	9h00-12h00	14h00-17h00	8h00-12h00	14h00-17h00	9h00-12h00	14h00-17h00
Mercredi	8h30-12h30	14h00-17h00	Fermé	Fermé	8h00-12h00	14h00-17h00	9h00-12h00	14h00-17h00
Jeudi	8h30-12h30	Fermé	9h00-12h00	Fermé	8h00-12h00	14h00-17h00	9h00-12h00	14h00-17h00
Vendredi	8h30-12h30	14h00-17h00	9h00-12h00	Fermé	8h00-12h00	14h00-17h00	9h00-12h00	14h00-17h00
Planning des permanences Commissaire Enquêteur								
Lundi	08-04-2019 8h30-12h30							
Mardi					16-04-2019 8h00-12h00			
Mercredi								
Jeudi			11-04-2019 9h00-12h00				18-04-2019 9h00-12h00	
Vendredi	10-05-2019 8h30-12h30							

Le dossier d'enquête était par ailleurs consultable pendant toute la durée de l'enquête sur le site de la préfecture des bouches du Rhône, une adresse mail a été ouverte afin que le public qui ne pouvait se déplacer puisse faire part de ses observations. pref-ep-valdelarc@bouches-du-rhone.gouv.fr. Enfin le public avait la possibilité d'adresser par voie postale ses observations à la mairie de BERRE l'ETANG, siège de l'enquête.

5. Conclusions motivées

5.1 Conformité de la procédure

La commune de Berre l'Etang est doté d'un plan local d'Urbanisme en date du 12 décembre 2014, il se compose des dossiers suivants :

- 1- Rapport de présentation Tome 1 12 décembre 2014 (268 feuillets),
- 2- Rapport de Présentation Tome 2 12 décembre 2014 (173 feuillets),
- 3- Projet d'Aménagement et de Développement (PADD) 12 décembre 2014 (27 feuillets),
- 4- Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP) 12 décembre 2014 (26 feuillets),
- 5- D'une modification simplifiée N° 1 du PLU du 23 mars 2017 « Rapport de Présentation » (130 feuillets),
- 6- Modification simplifiée N° du PLU mars 2018 (8 feuillets),
- 7- Règlement approuvé le 23 mars 2017 (130 feuillets),
- 8- Planche PLU 12 décembre 2014 (1 feuillet),

Il est rappelé que le permis a été délivré dans le respect des préoccupations environnementales et au regard de l'ensemble des avis qui ont été formulés.

Après la clôture de l'enquête, le commissaire enquêteur émet les conclusions suivantes :

a) Sur la forme de la procédure

- Après avoir pris connaissance du dossier et en avoir constaté la conformité,
- Après avoir régulièrement paraphé les pièces du dossier ainsi que les 4 registres d'enquête,
- Après avoir constaté la conformité de la publicité par voie de presse et la réalité des affichages en fonction de l'arrêté préfectoral.

Le commissaire enquêteur conclut :

- *À la conformité du déroulement de l'enquête publique en fonction de l'arrêté préfectoral du 19 mars 2019 N° 2017-283A.*
- *Au respect des procédures administratives de délivrance du permis de permis de construire notamment au code de l'urbanisme articles L.421-1 et suivants, ainsi que les articles L.181-1 et suivant du code de l'environnement relatifs aux installations classées soumises à autorisation « ICPE ».*

b) Sur le fond et les observations

- Sur le plan environnemental l'ensemble des services a été consulté, présenté dans les tableaux 4 et 5 d'analyse ci-dessous. Le porteur de projet a répondu à chacune des questions posées.
- Le dossier de demande de permis comportait bien toutes les pièces exigées par la réglementation.
- La Mission Régionale d'Autorité environnementale « MRAe » a demandé entre autres plus d'illustrations et plans, le porteur de projet a répondu :
 - Courriers du 25-05-2018
 - Courriers du 15-11-2018

Le commissaire enquêteur conclut :

A la conformité

1- Analyse des dossiers par les différents Organismes d'Etat DREAL et MRAe.

Organismes	Date	Références	Recommandations- Remarques	Réponses du porteur de Projet	Commissaire Enquêteur conclu
DREAL	10-03-2018	AZ/MB-D0344-2018	15 Remarques de l'UD 13 (DREAL)	Le porteur de projet a répondu aux 15 remarques de l'UD 13 (DREAL), 4 remarques formulées par le SDIS et 2 par la DDTM. Au 30-03-2018 le dossier est mis à l'indice C.	Dans son courrier du 25-05-2018 le porteur de projet a répondu dans le délai. Mise à l'indice C du dossier. Conforme
			4 Remarques du SDIS		
			2 Remarques de la DDTM		
MRAe	05-11-2018	2018-1997	7 recommandations dont : Plans de situation et illustrations peu nombreux	Le porteur de projet répond aux 7 recommandations. Au 30-03-2018 le dossier est mis à l'indice C.	Dans son courrier du 15-11-2018 le porteur de projet a répondu dans le délai. Mise à l'indice C du dossier. Conforme

Tableau 4

2- Les avis des différents Organismes d'Etat

Au dossier sont également associés les avis des différents organismes listés ci-après.

Organisme	Références	Date	Commentaires	Commissaire enquêteur conclu
Direction Régionale des Affaires culturelles	FT2018/26800	29-01-2018	En cas de découverte fortuite de vestiges archéologiques, le porteur de projet est dans l'obligation d'une déclaration immédiate auprès du maire.	Recommandation à prendre en compte par le porteur de projet. Conforme
Agences Régionale de santé PACA	DT13/SE/ERS/VAL DE L'ARC	02-2-2018	Pas de commentaires particuliers	Avis favorable de l'ARS Conforme
DDTM service environnement		26-02-2018	<ul style="list-style-type: none"> Conclu au Respect des dispositions d'urbanisme Conclu à la non incidence sur Enjeux Natura 2000 Demande Complément au regard de l'article L211-1 	Le porteur de projet a précisé l'étude d'impact page 26, sur la gestion des particules inférieures à 250µm par la mise en place d'un tamis spécifique. Indice C du dossier Conforme
DREAL-PACA/SBEP	Courriel	16-01-2018	Pas d'observation de la part de l'unité Biodiversité SBEP/DREAL	Avis favorable de la DREAL-PACA/SBEP.
Institut National de l'Origine et de la Qualité	PJ/02290112018	29-01-2018	Ne s'oppose pas à cette demande d'autorisation d'exploiter cette ICPE sur la commune de Berre l'Etang, dans la mesure où ce projet n'affecte pas les activités liées aux Appellations d'Origine Contrôlée « AOC » et Indication Géographique Protégée « IPG »	Avis favorable de la DREAL-PACA/SBEP. Conforme
Direction départementale des services d'Incendie	X	25-01-2018	Points complémentaires demandés.	Prise en compte par le porteur de projet, dossier en date de 15-11-2018. Indice C du dossier Conforme
Direction départementale des services d'Incendie	X	09-08-2018	Avis favorable sous réserves des prescriptions suivantes : Les mesures prévues au dossier et à son complément devront être respectées L'exploitant devra être en mesure de fournir l'émulseur nécessaire sur un sinistre à la demande des services et de secours.	Dans son courrier du 25-05-2018 le porteur de projet a répondu aux 5 demandes. Indice C du dossier Conforme
DDTM pole Milieu Aquatiques	X	27-07-2018	Demande de précisions	Conclu au Respect des dispositions de l'article L211-1 Conforme
Mairie ROGNAC	Délibération N° 19033 du conseil Municipal	23-04-2019	A l'unanimité du conseil Municipal ; Avis défavorable concernant la demande d'autorisation d'exploitation au titre des ICPE formulée par la société VAL de l'ARC sur la commune de Berre l'Etang.	Cet avis s'appuie sur l'augmentation du trafic routier contraire aux prescriptions du SCoT. Voir analyse et avis du commissaire Enquêteur Rapport de présentation et conclusions motivées ICPE

Tableau 5

5.2 Composition du dossier d'enquête

En application de l'article L123-6 CE, le dossier soumis à **Enquête Unique** doit comporter les pièces ou éléments exigés au titre de chacune des enquêtes initialement requises et une note de présentation non technique du projet.

Dossiers mis à disposition du public et du commissaire enquêteur sont rassemblés dans deux classeurs

1- Classeur 1/2

Référence 17040470/ASS/VAL DE L'ARC/DDAE

Indice :C

Date de création : 01/08/2017

Date de révision : 30/03/2018

Tableau des modifications

Date	Version/Modification	Indice
01-08-2017	Dossier initial	0
05-09-2017	Intégration des éléments transmis par l'exploitant ainsi que des demandes complémentaires émises par la DREAL et le SDIS lors de la réunion du 31.08.17.	A
30-10-2017	Intégration des éléments complémentaires demandés par la DREAL suite à la réunion du 24.10.17.	B
30-03-2018	Intégration des éléments complémentaires demandés par la DREAL en date du 10.03.18	C

Dossier de Demande d'autorisation d'exploiter

Ce dossier se compose de 13 pages, il fait état des pièces à joindre au dossier de demande d'autorisation environnementale -Décrets N° 2017-81 et 2017-82 du 26 janvier 2017.

Le domaine concerné ICPE premier alinéa du 2° de l'article L.181-1

Notice générale de renseignements

Cette partie du dossier se compose 84 pages indice c du 30-03-2018. Les textes applicables au dossier de demande sont codifiés aux articles L.511-1 et suivants du code de l'environnement en vigueur, soit 9 arrêts et 9 circulaires.

Résumé non technique de l'Etude d'Impact et de dangers

Ce dossier se compose de 47 pages indice C du 30-03-2018

L'étude d'Impact

Ce dossier se compose de 62 pages indice C du 30-03-2018. L'étude d'impact est réalisée conformément aux articles R512-6 à R 512- 10 du code de l'environnement.

Etude de danger

Ce dossier se compose 120 pages indice c du 30-03-2018.l'étude de danger a été réalisée conformément aux articles R.512-2 à R. 512-4 du code de l'environnement pris en application des articles L.142-2, L.511-1 à L.515-5 et L.515-7 à L517-2 du code de l'environnement. Ainsi que des rubriques 1510-1530-1532-2662 et 2663 de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ICPE.

Notice d'hygiène et sécurité

Ce dossier se compose 14 pages indice C du 30-03-2018. La notice d'hygiène et sécurité répond en cela aux dispositions de l'article R. 512-6 du code de l'environnement.

Notes complémentaires

Courrier de référence courrier du 10 mars 2018

En réponse au courrier du 10 mars 2018, le porteur de projet répond aux 15 remarques de l'UD 13 (DREAL), 6 remarques formulées par le SDIS et 3 par la DDTM.

Le commissaire enquêteur conclut :

L'analyse comparative entre les remarques et les réponses du porteur de projet montre que ce dernier a parfaitement répondu par leur prise en compte dans les notes mises à l'indice C.

Avis de la mission régionale d'Autorité environnementale n°MRAe-2018-1997

Le document produit par la MRAe est constitué de 13 pages lequel fait état de 7 recommandations à prendre en compte dans le dossier relatif à l'étude d'impact.

Le commissaire enquêteur conclut :

Le porteur de projet a répondu de façon satisfaisante aux 7 recommandations courrier 15-11-2018

Commentaires

Au dossier sont également associés les différents organismes, dont sont listés les commentaires

Organisme	Références	Date	Commentaires
Affaires culturelles	N° 2017-283A	10-01-2018	Le porteur de projet doit impérativement prévenir le Préfet en cas de découverte de vestige archéologiques.
Agences Régionale de santé PACA	DT13/SE/ERS/VAL DE L'ARC	02-2-2018	Pas de commentaire particulier
DDTM	Courriel	26-02-2018	Conclu au Respect des dispositions d'urbanisme
Institut National de l'Origine et de la Qualité	25-01-2018		
Institut National de l'Origine et de la Qualité	X	25-01-2018	Les points complémentaires demandés ont fait l'objet d'une réponse dans le dossier de réponses produit en date du 15-11-2018
Direction départementale des services d'Incendie	X	09-08-2018	Avis favorable sous réserves des prescriptions suivantes : Les mesures prévues au dossier et à son complément devront être respectées L'exploitant devra être en mesure de fournir l'émulseur nécessaire sur un sinistre à la demande des services et de secours.
DDTM	X	27-07-2018	Conclu au Respect des dispositions de l'article L211-1
Service Biodiversité, Eau et Paysage	Mail	16-01-2018	Pas de commentaire particulier

1- Classeur 2/2

Se classeur se compose de 30 annexes relatives aux différents plans et notes d'études spécifiques, le tableau ci-dessous présente la liste.

L'ensemble de ces annexes est cohérent au classeur 1/2 lequel si rapporte.

Enquête Publique Société VAL DE L'ARC Berre l'Etang N° 2017-283-A

Annexes	Documents	Références	Dates
1	Arrêté Préfectoral	N°2 003-162/111-2001A	13/10/2003
1	Arrêté Préfectoral	N° 2012-429PC	29/10/2012
2	Extrait Kbis	N° 2003B00783	06/02/2017
2	Info Greffe		15/11/2017
3.1	Plan de Masse		11/09/2017
3.2	Plan des Bureaux		25/09/2017
3.2	Plan RdC Entrepôt		15/11/2017
3.3	Plan de masse 1/2000		15/11/2017
4	Extrait plan cadastral 1/2000		17/12/2014
5	Plan de masse + abords 35 m		06/10/2017
5	Plan de masse des abords 300mètres		06/10/2017
5.1	Plan de masse 2000 + abords 35mètres		15/11/2017
5.2	Plan de masse 4000 + abords 300 mètres		15/11/2017
5.3	IGN + Rayon 3 Km		15/11/2017
6	Plan du PLU		12/12/2014
6	PLU BERRE l'ETANG		12/12/2014
7	PPRI		15/06/2001
8	FDS	ALCOLA-INDIAN-INEOS-KENONE-SASOL	
9-1	Plan réseau incendie site		15/11/2017
9.2	Plan réseau eaux pluviales du site		15/11/2017
9.3	Plan réseau et PI de la zone		14 et 15/05/2018
10	Notice Hydraulique	Groupe Merlin N° 173326-135- ETU-NT-1-001-F	04/2017
11	Récépissé de dépôt PC	Permis N° PC 01301417F0030	27/09/2017
12.1	Etude Géologique 1 ^{ière} partie	Setsol N° 17076243 Note	18/09/2017
12.2	Etude Géologique 2 ^{ième} partie	Setsol N° 17076243 Plan des zones	08/2017
13.1	Donnée Climatique Météo France	Fiche statistique	1971-2000
13.2	Rose des vents Météo France	Fiche	01/01/2005 au 31/01/2008
14.1	Analyse risque Foudre	IG GROUP SAS N° 1GF00025 Indice B	04/09/2017
14.2	Etude technique Foudre	IG GROUP SAS N° 1GF00026 Indice B	28/08/2017
15	Aléa sismique- retrait Gonflement	GEORISQUE	14/11/2017
16	ZNIEFF-ZICO-ZPS-NATURA 2000	Vues et carte GEOPORTAIL	2016-2017
17	Evaluation simplifiée des risque Natura 2000 VAL de l'ARC	NATURALIA Formulaire d'Evaluation	2017
18	Site classé, inscrit et zone de protection	Fiche	
19	Etude Acoustique	EVARISK Rapport	28/08/2017
20	Avis de l'Autorité Environnementale	Arrêté N° AE-F093117P0274	03/10/2017
21	Accidentologie Entrepôt	Donnée ARIA	10/08/2017
21	Accidentologie local Charge	Donnée ARIA	10/08/2017
21	Accidentologie SILOS	Donnée ARIA	10/08/2017
22	Liste des risques Technologiques des B.d.R	Tableau des risques BdR	
23	Acte de propriété	DN° 33706/17JN/BN	20 et 29/2017
24	Lettre VdIA à Mairie de Berre l'Etang	Proposition usage futur	08/11/2017
25	Documents techniques Fiches	ELLIMETAL 5/1972	x
26	Accord de raccordement	Avenant N° 19 au CCCT de la ZAC	29/01/2002
27	Rapport Chilworth technologie	D40999 -D41099-D41199	16/12/1999
28	Rapport Flux Thermique	Bureau VERITAS	16/04/2018
29	Dispersion Toxique	Bureau VERITAS	10/07/2018
30	Fiches-Mails-Schémas et plans		

Avis sur les études

a) Etude d'impact

Elle a été réalisée conformément aux articles R 512-6 et R512-10

La présente étude d'incidence environnementale a permis de démontrer que le projet de création de nouvelles installations de stockage par la société VAL DE L'ARC aura des effets très limités sur l'environnement d'une manière générale. En effet, compte-tenu des caractéristiques du projet et des mesures de réduction qui sont prévues :

- Les effets sur l'eau seront négligeables,
- Les effets sur la qualité de l'air seront peu significatifs,
- Les effets sur les sols seront improbables,
- Les effets liés au bruit seront négligeables,
- Les effets sur les sites Natura 2000 aucune mesure n'est nécessaire « le site étant hors des sites Natura 2000 ».

En outre, le projet n'engendrera pas de risque pour la santé des populations riveraines.

Le commissaire enquêteur conclut :

Le site étant déjà en partie en exploitation, l'impact des travaux sur la faune présente à proximité du projet sera négligeable et également durant la phase d'exploitation.

b) Etude de Danger

Elle a été réalisée conformément aux articles R.512-2 à R.512-4 du code de l'environnement pris en application des articles L.142-2, L.515-5 et L.515-7 à L.517-2 du code de l'environnement ainsi que les demandes d'exploiter Rubrique 1510, 1530, 1532, 2662 et 2663 de la nomenclature des ICPE.

L'analyse des risques liés à l'exploitation du site de la société VAL DE L'ARC a permis de mettre en évidence les scénarii d'incendie d'une cellule de stockage et de l'incendie généralisé de l'entrepôt comme scénarii d'accident majorant.

L'étude de ces scénarii, conformément à l'arrêté du 29.09.05 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation, a montré que :

- Les zones des effets létaux significatifs relatifs aux flux thermiques des 8 kW/m² ne sortent pas des limites de propriétés,
- Les zones des effets létaux relatifs aux flux thermiques des 5 kW/m² sont contenues dans les limites de propriétés pour le stockage de produits plastiques,
- Les zones des effets irréversibles relatifs aux flux thermiques des 5 et 3 kW/m² sortent des limites de propriété dans le cadre de stockage de palettes multiproduits et impactent uniquement les voies de desserte du site et les voies internes de la ZAC.

Pour les conditions atmosphériques étudiées dans le cadre de la dispersion atmosphérique des fumées d'incendie, il n'y a pas de zone d'effet létaux ou irréversible à hauteur d'homme (Méthode FLUMIGOL). Le site se situe en contrebas de la D113 passant à l'Est. Le profil altimétrique met en évidence que la D113 se situe à 25 m au-dessus du site. Toutefois, la distance d'éloignement entre le site et la D113 est supérieure à 300m. En conséquence, les seuils SPEL et SEI n'atteindront jamais la D113.

De plus, d'après les conclusions issues de l'application des critères d'acceptabilité des risques selon la méthodologie de Mesure de Maîtrise des Risques, *utilisée dans ce dossier par excès*, il s'avère que le scénario d'incendie d'une cellule est modéré et n'implique pas d'obligation de réduction complémentaire du risque d'accident au titre des installations classées et que le scénario d'incendie généralisé est sérieux et n'implique pas d'obligation de réduction complémentaire du risque d'accident au titre des installations classées.

Toutefois, dans un souci de respect de la réglementation applicable aux entrepôts et de facilité d'intervention des services d'incendie et de secours, de nombreuses barrières de sécurité tant techniques qu'organisationnelles seront mises en place « arrêté du 11-04-2018 ».

Le commissaire enquêteur conclut :

L'étude et ses compléments répondent aux préoccupations

Hygiène et Sécurité

La notice d'hygiène et sécurité répond aux dispositions de l'article R512-6 du code de l'environnement et aux principaux textes de référence pour l'élaboration de cette notice.

Le commissaire enquêteur conclut :

L'ensemble des mesures réglementaires a été pris en considération

6. Observations et remarques du Public sur le permis de construire

6.1 Présentation des Questions et observations Commune de BERRE L'ETANG

Aucune observation ou remarque n'a été formulée et consignée sur le registre

Aucune observation ou remarque n'a été formulée par courrier

Aucune observation ou remarque n'a été formulée par courrier électronique

6.2 Présentation des Questions et observations Commune de la Fare les Oliviers

Aucune observation ou remarque n'a été formulée et consignée sur le registre

Aucune observation ou remarque n'a été formulée par courrier

Aucune observation ou remarque n'a été formulée par courrier électronique

6.3 Présentation des Questions et observations Commune de VELAUX

Aucune observation ou remarque n'a été formulée et consignée sur le registre

Aucune observation ou remarque n'a été formulée par courrier

Aucune observation ou remarque n'a été formulée par courrier électronique

6.4 Présentation des Questions et observations Commune de Rognac

Aucune observation ou remarque n'a été formulée et consignée sur le registre

Aucune observation ou remarque n'a été formulée par courrier

Aucune observations ou remarques n'a été formulée par courrier électronique

En conclusion,

Au terme de l'enquête, aucune remarque particulière n'a été apportée au titre du permis de construire.

- Au vu des éléments développés ci-dessus, au vu de l'intégralité des éléments recueillis au cours de l'enquête confiée par le tribunal administratif,
- Aux réponses fournies par le porteur de projet au procès-verbal de synthèse des observations recueillies au cours de l'enquête
- Au regard de l'analyse par le commissaire enquêteur des différents documents
 - Permis de construire,
 - PLU et dossiers associés
 - SCoT
 - Avis des organismes d'état consultés,

Le commissaire enquêteur n'émet aucune remarque sur le dossier du permis de construire produit par le porteur de projet déposé en mairie le 27-09-2017 et accordé après instruction par le service urbanisme de la commune de Berre l'Étang le 19-02-2018.

**Le commissaire d'Enquêteur donne un AVIS FAVORABLE à la
demande d'extension de la plateforme logistique VAL de l'ARC avec
les recommandations développées ci-après**

JC CICCARIELLO



Recommandations

Numéros	Recommandations relatives à une meilleure gestion et maîtrise de la sécurité opérationnelle durant la phase de construction des nouvelles installations Echelle d'importance de 10	Niveau D'importance
1	L'exploitant balisera les zones afin qu'il n'y ai aucune coactivité ou interaction entre le chantier de construction et l'activité liée à l'exploitation du site.	9
2	L'exploitant mettra en place des procédures spécifiques entre exploitation du site et le Chantier de construction	9
3	L'exploitant informera le maître d'œuvre des mesures et contraintes liées à l'exploitation du site	9
5	L'exploitant veillera à la conformité et à l'adéquation des plans de préventions spécifiques au chantier au regard de l'exploitation du site	9
6	L'exploitant et le maître d'œuvre garantiront la permanence des accès au site des moyens d'intervention et de secours.	9
7	L'exploitant informera le maître d'œuvre des phases particulières liées à l'exploitation pouvant interférer avec le chantier de construction.	9
8	L'exploitant s'assurera que le chantier de construction soit maintenu propre	9
9	L'exploitant s'assurera qu'aucune charge manutentionnée par le maître d'œuvre ne survole les installations notamment les silos	9
10	L'exploitant exigera du maître d'œuvre de l'informer immédiatement de la découverte de vestiges afin que lui-même en informe la Direction Régionale des Affaires culturelles.	10
11	L'exploitant exigera du maître d'œuvre d'être informé des phases particulières pouvant être rencontrées durant le chantier (par exemple le montage des silos etc...)	9
12	L'exploitant exigera du maître d'œuvre d'être informé de tout incident ou accident	8
13	L'exploitant et le service urbanisme corrigeront la valeur relative à la différence de surface « 157m² »	5

